

Je partage l'avis du député d'Halifax: ces bases sont très importantes pour l'économie de la région atlantique. Elles se situent aussi dans notre rôle anti-sous-marin au sein du NORAD et de l'OTAN. Si nous persistons à rappeler des navires, sans en construire de nouveaux et les munir d'un équipage suffisant, nous ne pourrions pas remplir ce rôle. Nous risquons d'avoir une marine ne servant qu'au transport. Ce serait déplorable.

Si nous appliquons l'unification, nous le regretterons amèrement comme nous en averti le député de Qu'Appelle. Il a proposé la semaine dernière au ministre de réserver les articles litigieux du projet de loi et d'examiner les autres. Nous pourrions ainsi les commenter. Le ministre a, semble-t-il, décidé de rejeter cette proposition et de persister dans la voie qu'il a choisie.

De l'avis de nombre de députés de ce côté-ci de la Chambre, il nous faut procéder très lentement à l'unification. La défense du Canada est l'aspect le plus important de notre organisation de défense. Nous sommes incapables de l'assurer seuls, nous le savons, à cause de la vaste étendue de notre pays et de sa forte population. Réalisons donc l'intégration. J'ai toujours admis que l'intendance et l'administration de nos services devraient être intégrées. Comme deux accords internationaux relatifs au NORAD et à l'OTAN devront être renouvelés sous peu, nous ne devrions pas procéder à l'unification.

Nombre de gens pensent que, pour être progressistes, il faut apporter des changements. C'est le député de Laval, sauf erreur, qui a dit que cette étape ne comportait qu'une question d'ordre technique, et rien de plus. Apparemment, il préconise le changement pour le seul plaisir de changer. Edmund Burke a dit jadis:

Les gens qui jamais ne se rappellent leurs ancêtres ne regardent pas vers la postérité.

Voici ce qu'a dit aux humains l'immortel Burns, pour qui j'ai un faible:

Les plans les mieux conçus des souris et des hommes Avortent bien souvent,
Et ne laissent, au lieu de la joie escomptée,
Que peine et que douleur.

Remontons plus loin dans l'histoire pour arriver aux Grecs. Voici une pensée qui pourrait s'appliquer au ministre et au projet de loi à l'étude:

Il est arrivé souvent que l'homme, ayant abandonné le tangible pour l'incertain, n'ait pas obtenu ce qu'il escomptait mais perdu ce qui était à lui—calamité malheureusement assez énigmatique.

[M. MacEwan.]

M. Stewart: De qui est la citation?

M. MacEwan: Elle est tirée d'*Aethenaeus*, an 200 apr. J.-C., par Démétrios de Phalère.

L'hon. M. Hellyer: Il était, lui aussi, un conservateur, n'est-ce pas?

M. MacEwan: Cette citation tirée des Grecs est si opportune que le ministre devrait l'encadrer. S'il l'accrochait au mur de son bureau ou s'il la mettait la nuit sous son oreiller, il retirerait peut-être le projet de loi.

Notre rôle dans la lutte anti-sous-marine est important pour la défense de notre pays sur le littoral de l'Atlantique, mais aussi pour une autre raison mise en lumière lors d'un procès qui s'est déroulé ici à Ottawa. Un jeune homme a été accusé d'avoir pris certaines cartes de l'ancien ministère des Mines et des Relevés techniques. Un article a paru à ce sujet dans le *Chronicle-Herald* d'Halifax le 8 avril de cette année. On a interrogé un témoin sur l'activité des chalutiers russes au large de notre côte. Il a refusé de répondre aux questions, paraît-il, pour raisons de sécurité. Après une courte pause, il est revenu à la barre et on lui a demandé:

Les soupçonnet-t-on de faire un relevé hydrographique?

Le commandeur Norton a alors répondu:

Entre autres choses, oui.

Voilà un autre indice de l'importance de notre rôle dans la lutte anti-sous-marine. Il nous faut une marine efficace, comme le prouve par exemple cette flotte importante de chalutiers au large de notre littoral.

• (5.20 p.m.)

Je pourrais m'arrêter sur d'autres points, mais je ne le ferai pas pour l'instant. Je n'ai pas l'intention de répéter les arguments déjà invoqués. Je voudrais néanmoins dire au premier ministre: «Soyez prudent dans notre intérêt, sur le plan international et surtout national. Pour protéger notre dispositif de défense, retirez le projet de loi.»

M. Chatterton: J'aimerais, monsieur le président, parler un peu du bill sur l'unification. Je voudrais démythifier un peu la propagande des vis-à-vis. On a si souvent cité le ministre comme une autorité que je ferais bien, sans doute, de ne pas parler de lui, et de faire porter mes remarques sur les honorables